

secteur public. Un grand nombre de programmes pourraient être élagués, je les ai énumérés. On devrait, par contre, accroître le budget d'autres programmes gouvernementaux, mais, surtout, le gouvernement devrait mettre fin au marasme économique afin que nous parvenions pratiquement au plein emploi. Plus que n'importe quoi d'autre, c'est cela qui enrayerait l'inflation.

● (1630)

[Français]

M. René Matte (Champlain): Madame le président, il me fait bien plaisir de discourir sur la motion présentée par le chef de l'opposition (M. Stanfield), d'autant plus que, à mon avis, cette motion est un test véritablement sérieux relativement à la sincérité du gouvernement en ce qui concerne sa politique de gel des prix et des salaires. En effet, nous voyons par la façon dont le président du Conseil du Trésor (M. Chrétien) a répondu aux propos tenus par le chef de l'opposition, qu'il n'avait pas grand-chose à dire si ce n'est que d'essayer de fourvoyer la Chambre en ne faisant aucune distinction entre le gaspillage et les dépenses. Le ministre semble avoir pris ces deux termes comme synonymes. Dépenser n'est pas nécessairement gaspiller. La motion traite de gaspillage. Je ne crois pas que l'honorable chef de l'opposition ait voulu dire qu'aucun député ne pouvait demander ou recommander au gouvernement de faire certaines dépenses pour le bien général de la collectivité.

Alors, encore une fois, je pense qu'il est de mon devoir de souligner que le gouvernement, s'il parlait par l'intermédiaire du président du Conseil du Trésor, était totalement à côté de la « track », puisque, madame le président, même si on voulait ignorer le gaspillage, on ne le pourrait pas car il est tellement évident. On constate tellement bien qu'il serait malvenu de dire qu'il n'existe pas, et de contredire l'Auditeur général lui-même qui a comme charge précisément d'observer, d'analyser et de nous dire ce qui se fait dans l'administration du pays, ce que sont les dépenses qui sont nettement exagérées, ce que sont celles qui constituent du gaspillage, ce que sont les oublis qu'a fait l'administration, et le reste. Je ne voudrais pas ici reprendre toutes ces choses-là que l'on peut constater en lisant le rapport de l'Auditeur général.

Donc, il est inutile pour le gouvernement de se défendre en accusant l'opposition de demander elle-même des augmentations de dépenses pour camoufler le gaspillage que l'on fait soi-même. Pour être honnête et objectif, il faudrait que l'on nous dise quels moyens on entend prendre afin d'éviter ce gaspillage, là où il y en a, car si l'on fait cette distinction entre gaspillage et dépense, c'est afin de mieux faire comprendre que vouloir couper les dépenses pour le plaisir de faire des restrictions, parce qu'on a annoncé qu'on le ferait, serait peut-être une solution dont les effets seraient beaucoup plus néfastes que celle de ne rien faire et de laisser la situation telle qu'on la connaît présentement. Il ne s'agit donc pas, à mon sens, de savoir quoi et où il faut couper, mais de savoir quels sont les véritables besoins, les besoins qui sont nécessaires, les besoins qui sont essentiels; il faut les déterminer ces besoins-là, car on ne peut pas, monsieur le président, tergiverser à ce sujet. On ne peut pas couper des choses essentielles.

Je crois que cette distinction est absolument nécessaire pour que nous puissions bien juger de la valeur des mesures administratives que peut prendre le gouvernement. C'est la raison pour laquelle j'appuie évidemment une telle motion. Il est beau de parler de l'importance des restrictions gouvernementales, mais encore fallait-il que, dès le

Dépenses gouvernementales

départ, le gouvernement dise de quelle façon il entendait imposer ces restrictions, où il le ferait et non pas rester dans le vague car, évidemment, je m'opposerais, comme je viens de l'expliquer, à toute coupure de dépenses qui auraient trait aux besoins essentiels et nécessaires de la population. Par contre, lorsqu'il s'agit de dépenses inutiles qui pourraient être considérées comme étant du gaspillage, bien sûr, encore là on aurait aimé savoir de quelle façon le gouvernement entendait concrètement imposer ces restrictions-là qui pourraient nous faire éviter le gaspillage éhonté qui est dénoncé tous les ans, et on ne fait jamais rien pour remédier à cela.

Un débat comme celui d'aujourd'hui nous prouve, monsieur le président, comment il est urgent d'opérer les changements qui s'imposent dans nos conceptions de la politique, car si l'on fait des dépenses gouvernementales, cela devrait être normalement parce que l'administration du pays l'exige. Par conséquent, on ne devrait pas parler de coupure. Si on parle de coupure, c'est parce que l'on admet d'avance que l'on dépense inutilement. Sans doute y a-t-il des dépenses inutiles. On me permettra de signaler un domaine en particulier, où je pense que l'on pourrait parler de coupure où il serait possible de restreindre le budget, je pense au ministère de la Défense nationale.

Je crois bien sincèrement que, pour un pays comme le nôtre, on a besoin, bien sûr, d'une armée qui soit vaillante, qui soit vigilante. Je n'ai rien contre cela, c'est bien nécessaire et essentiel, mais je pense que l'on aurait beaucoup moins besoin d'armements. À mon sens, cela devrait faire longtemps que l'on aurait dû cesser d'acheter des bombardiers, des obus ou tous ces engins qui ne servent jamais, et si par malheur on avait à s'en servir, ce serait au moment où il y aurait réellement une situation catastrophique mondiale et où on ne pourrait rien faire.

On a parlé à maintes reprises de notre situation géographique, entre les deux grands de ce monde, et l'on sait bien que l'on ne pourrait jamais faire le poids avec les armements des Soviétiques ou des Américains.

● (1640)

Monsieur le président, c'est une coupure que je jugerais raisonnable que celle d'enlever du budget de la Défense nationale toutes dépenses relatives aux équipements d'armement dont nous n'avons guère besoin. C'est une coupure justifiable, à mon sens.

Et il faudrait également profiter de l'occasion pour souligner comment on pourrait éviter toute une série de dépenses faites par le gouvernement si on ne tendait systématiquement à établir au pays une espèce de socialisme sans le dire.

Monsieur le président, on sait que, quand l'État s'immisce dans les affaires qui normalement pourraient être réglées par les individus eux-mêmes, cela coûte toujours très cher, que cela est toujours beaucoup plus dispendieux, on comprend et on admet la nécessité pour l'État d'intervenir là où c'est nécessaire, afin de suppléer aux manques qu'il peut y avoir dans l'entreprise privée, dans l'entreprise libre ou chez les individus eux-mêmes. Mais, à part cela, la tendance du gouvernement à imposer des contrôles là où les gens eux-mêmes pourraient les exercer, entraîne des augmentations de coût, et l'on pourrait éviter ces augmentations et faire certaines coupures en évitant ce genre de politique.

Évidemment, des restrictions mal choisies, comme je le disais au début de mes remarques, pourraient être excessivement néfastes. On ne peut pas, par exemple, lésiner sur